

Les comités d'action en Mai 68

Intervention au GRM, 17 avril 2010

En intervenant sur les comités d'action en 68, je voudrais essayer de poser un certain nombre de problèmes relatifs à la conjoncture de Mai-Juin 1968 en France dont les comités d'action se trouvent être le point d'intersection, en particulier le problème de *l'articulation du mouvement étudiant et des luttes sociales* qui représente l'axe du séminaire du GRM de cette année, et pour lequel les comités d'action étudiants-travailleurs donnent sans doute un élément d'analyse. Peut-être aurait-il fallu du reste concentrer l'étude sur un tel dispositif. On le prendra néanmoins ici dans le cadre plus général d'une présentation des comités d'action qui posent également d'autres problèmes que j'énumère immédiatement pêle-mêle : d'une part plusieurs problèmes théoriques et pratiques telles que celui de la *politisation des profanes*, celui du *rapport des comités d'action aux organisations classiques*, partis et syndicats, mais aussi groupes politiques gauchistes, problème aussi des *métamorphoses de la notion de politique*.

Afin d'en venir à ces problèmes, tout de suite quelques éléments empiriques sur les comités d'action dans la conjoncture française de Mai-Juin 68, même si là encore je n'ai pas fait le quart du dixième des lectures que je voulais faire sur les comités d'action.

Suite à l'évacuation de la Sorbonne par la police le 3 mai, c'est le Mouvement d'Action Universitaire, le MAU, qui appelle à la formation de comités d'action dans un tract daté du 4 mai. Le MAU a été créé par des militants de la gauche syndicale de la Fédération des groupes de lettres (FGEL) de l'UNEF-Sorbonne quelques mois plus tôt, sur l'idée que les structures syndicales ne sont plus adaptées à la situation après les événements de Nanterre. Le MAU s'inspire du mouvement du 22 mars dans la tentative de dépassement du cadre organisationnel traditionnel et de la politique spécialisée, favorisant un cadre unitaire et des pratiques immédiates d'action commune, se concevant comme un cadre d'action ou un moyen afin d'éviter l'écueil qui consiste en ce que l'organisation ne devienne à elle-même son propre but. Ses militants : Kravetz (dont Daniel Agacinski a bien étudié le rôle dans la politisation de l'UNEF durant la Guerre d'Algérie), Bosc, Bouguereau, Péninou joueront un rôle considérable dans le développement des comités d'action en figurant parmi les principaux organisateurs du comité d'occupation de la Sorbonne élu le 14 mai et chargé de la coordination de l'ensemble des comités d'action de la région parisienne.

Il faut remarquer que les militants du MAU sont très liés au SDS allemand de Dutschke. Bouguereau et Bosc ont rédigé en avril 68, donc avant les événements de Mai, un long article sur le mouvement étudiant allemand intitulé « Sur le précédent berlinois » après avoir séjourné à Berlin (ils assistent en

particulier avec d'autres militants français comme Dany Cohn-Bendit au Congrès Vietnam de février 1968), article qui paraîtra en juillet 68 dans *Les Temps modernes*. L'article mentionne explicitement et précisément les comités d'action qui se sont créées à partir du 5 juin 1967 dans le sillage des événements du 2 juin (je renvoie à l'ensemble des textes de la section du séminaire du GRM de cette année « Allemagne Années 1960 ») dans l'espace de l'Université Libre (ou *Freie Universität*) de Berlin et notamment les comités d'enquête et les comités d'information (*Öffentlichkeitskomitee*) dont les différents travaux sont centralisés par des comités de coordination. Les auteurs écrivent, ce qui traduit assez bien l'esprit des comités d'action : « *les étudiants ne demandent pas une enquête sur la police, ils la font. Ils ne protestent plus simplement contre le système d'information, ils ébauchent eux-mêmes une contre-information* »¹, passant en quelque sorte d'une « *critique de la politique à une politique de la critique* »² pour reprendre une formule du Mouvement du 22 mars. Les comités d'action sortis du 2 juin avaient abouti dans leur travail de discussion, à définir deux axes dans l'activité du Mouvement : l'Université critique et la lutte contre le trust de presse Springer, ces comités d'action se caractérisant également par des tentatives de nouveaux comités de base regroupés au niveau de la ville et des quartiers par des étudiants, ouvriers et employés. Le mouvement étudiant allemand est finalement qualifié de « mouvement exemplaire » et ces différents éléments (comité d'information, comités de coordination des CA, Université critique, comités d'action ouvriers-étudiants) montrent qu'il n'est pas exagéré de dire qu'ils ont tenté d'imiter ou d'importer l'exemple allemand dans la conjoncture française. Nous y reviendrons.

S'il faut donc citer les comités d'action liés au SDS allemand dans la généalogie des comités d'action de Mai-Juin 68, ceux-ci ont aussi pour antécédents immédiats les comités Vietnam locaux dans le sillage du CVN (le Comité Vietnam national, constitué de dissidents PCF et trotskistes [Krivine et Kouchner]) qui s'implantent en 1967 notamment dans les lycées bientôt concurrencés par les CVB (les Comités Vietnam de Base) de l'UJCMML maoïste. Dans les lycées toujours, la formation des CVL (les Comités Vietnam Lycéens) entraîne la naissance des CAL en janvier 68, les Comités d'Action Lycéens, après une campagne contre le « lycée caserne », comités d'action lycéens qui rejouent la forme politique du comité mais cette fois sur le lieu immédiat de la vie sociale, annonçant ainsi plus directement les comités d'action. Mais les CA peuvent aussi renvoyer aux Comités anti-fascistes de la période de lutte contre la guerre d'Algérie.

Selon les termes de l'assemblée générale de la coordination parisienne des CA, il y a deux critères décisifs pour les comités d'action :

- ***être des comités faits pour l'action*** et non des commissions de discussion ou des comités d'étude de problèmes. Pour cela les comités ne sont pas

¹ Bosc S. et Bouguereau J.-M., « le précédent berlinois », *Les Temps modernes*, Juillet 1968, n°265, p. 40.

² Mouvement du 22 mars, *Mai 68 Tracts et Textes*, Acratie, 1998, p. 5.

des comités trop vastes (10 à 30 personnes) et choisissent leur point d'intervention de façon précise (j'ajoute que les CA furent le lieu de prédilection du militantisme féminin)

- **être des comités politiques**, c'est-à-dire qui ne se cantonnent pas dans l'action universitaire ou corporative mais se fixent pour objectif le renversement du régime et l'ouverture d'une voie révolutionnaire de transformation de la société.

Les comités d'action (CA) sont des groupements de base restreints de militants d'origines politique et syndicale diverses qui s'engagent dans une action commune en dépassant le stade des revendications traditionnelles par la tentative de mettre en place les conditions matérielles d'effectivité de la chose à réaliser sinon la chose elle-même sans médiation. Les comités d'action peuvent correspondre à un regroupement sur la base du lieu de résidence (« Comité d'action XXème arrondissement de Paris », « comité d'action Lyon-Vaise »), sur la base du lieu de l'action elle-même (« Comité d'action révolutionnaire Odéon »), sur la base du lieu de travail (« Comité d'action Santé-mentale-Sainte-Anne » ou « comité d'action médecins »), sur la base d'un objectif politique (« comité d'action travailleurs-étudiants ») ou d'une cause quelle qu'elle soit qui devient par là-même politique (« comité d'action pédérastique révolutionnaire »). Citons pêle-mêle : « comité antimilitariste », « comité d'action bidonvilles », « comité d'action des écrivains et étudiants révolutionnaires », « comité d'agitation culturelle », « comité de base pour l'abolition du salariat et la destitution de l'université », « comité de lutte de Renault-Billancourt », « comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien », « comité de défense de la vie et des droits des immigrés » etc.). Eu égard à la **transformation de la notion de politique**, Foucault, dans des entretiens, reviendra à plusieurs reprises sur cet aspect de Mai 68 : « *poser à la politique toute une série de questions qui ne relevaient pas traditionnellement de son domaine statutaire (question des femmes, des relations entre les sexes, de la médecine, de la maladie mentale, de l'environnement, de la délinquance)* » ; « *la découverte ou l'émergence de nouveaux objets politiques, de toute une série de domaines de l'existence, de coins de la société, de recoins du vécu qui avait été alors tout à fait oubliés ou complètement disqualifiés par la pensée politique* »³. Les comités d'action induisent donc une déterritorialisation de la politique et un devenir politique de certains objets et, à travers la liberté de parole et la destitution des porte-parole, réaffirme l'idée d'un « droit égal ou universel à la politique »⁴.

Mais revenons au tract d'appel du MAU à la formation de comités d'action du 4 mai :

³ « Le "Nouvel Observateur" et l'Union de la Gauche », *Dits et Ecrits II*, Gallimard, « Quarto », 1996, p. 920.

⁴ Cf. l'entretien vidéo avec Etienne Balibar « L'ébranlement 68 – Vers une universalité émancipatrice », http://www.dailymotion.com/video/xb54ak_l-ebanlement-68-etienne-balibar_news

« Pourquoi des comités d'action ? Parce que dans le vaste mouvement étudiant de révolte que les événements de vendredi ont cristallisé au Quartier latin, la preuve a été faite que **de nombreux étudiants non membres d'organisation syndicales ou politiques voulaient agir**. Parce que les structures du syndicat UNEF ne suffisent pas, ne sont pas adaptées. Le mouvement de révolte contre la bureaucratie universitaire et le pouvoir gaulliste ne s'embarrasse pas des clivages politique/syndical. Il doit être un mouvement de militants appartenant aux militants. Parce qu'une des faiblesses importantes de notre mouvement naissant est son absence d'organisation. [...] Pour développer la révolte commencé vendredi, il faut s'organiser, ensemble, à la base, en des comités d'action ». [On peut d'abord faire remarquer ici entre parenthèses que les comités d'action se pensent eux-mêmes comme une forme d'organisation du mouvement et que donc l'opposition entre spontanéisme et organisation est sans doute loin d'être valable pour décrire ce qui se joue ici]. Pour poursuivre la généalogie des comités d'action, on pourrait faire référence ici à un texte de Trotsky publié dans *La Vérité* du 26 novembre 1935 intitulé « Front populaire et comités d'action » où Trotsky, dans la conjoncture française de 1935 marquée par des émeutes ouvrières à Toulon, Brest, Limoges, et afin de faire pièce à la conception du Front populaire comme collaboration de classe avec le parti radical au détriment des intérêts prolétariens (conception qui est celle de Léon Blum), [Trotsky] suggère de faire des comités d'action la base de masse du Front Populaire. Il fait remarquer que les ouvriers « n'éprouvent la nécessité d'avoir une direction révolutionnaire » que « s'ils participent eux-mêmes à une action ». Les comités d'action, par la souplesse qui permet d'inclure l'action de chacun à partir de son lieu de travail ou de son lieu de résidence, facilite l'inclusion des « profanes »⁵ dans le processus révolutionnaire. Cependant, et paradoxalement, alors que les comités d'action cherchent à tirer profit d'une dynamique de déssectorisation et de dés-institutionnalisation qui devrait favoriser la production de nouveaux rapports sociaux, l'attachement des militants à une action précise peut aussi être un facteur propice au retour d'un réformisme corporatiste, surtout pour des individus peu politisés. C'est ce qui explique que les comités d'action ont été constamment traversés par l'opposition du réformisme et de la révolution. La dimension extraparlamentaire des comités d'action peut être contrebalancée par la dimension locale de l'action qui a tendance à circonscrire l'horizon des profanes fraîchement politisés. D'où l'insistance du *Mouvement du 22 mars* à appeler à la création de « Comité d'actions révolutionnaire » (les CAR) à partir du 15 mai.

Les comités d'action qui naissent après le 3 mai sont surtout à dominante étudiante. Ils prennent de l'ampleur du 7 au 9, mais c'est surtout à l'issue du 10 mai, de la « nuit des barricades » et de l'appel à la grève générale pour le 13 mai que le nombre des comités d'action explose, atteignant environ 500 à la fin du

⁵ Le terme de « profanes » est couramment utilisé en science politique pour distinguer les acteurs politiques des « professionnels de la politique ».

mois de mai. Le 13 la Sorbonne est occupée, et les comités d'action sont directement liés, sinon dépendants d'une politique d'occupation (l'installation de la grève et la multiplication des occupations vont décupler les structures de base du mouvement). Le journal *Action*, organe des comités d'action est l'émanation d'un ensemble qui comprend l'UNEF, le SNESUP, les CAL, le MAU (qui est sur le point de se dissoudre) et le Mouvement du 22 Mars. Dans l'ensemble, les groupes gauchistes se fonderont alors dans le mouvement des comités d'action qui parviendra plutôt bien à les faire s'aligner, même s'il y eu des tentatives de récupération, notamment de la part de la JCR. Il faut remarquer du reste que la centralité sinon « l'hégémonie » des comités d'action conduit par la suite le PSU à organiser des « comités d'action populaire » et le PCF à encourager « des comités d'action pour un gouvernement populaire et d'Union démocratique », contrefaçons réformistes des CA ; l'UCJML lancera elle, les comités de défense contre la répression, puis le mouvement de soutien aux luttes du peuple, sans parler des « comités de défense de la République » organisés par les gaullistes. De manière générale, le mouvement des comités d'action parvient à contenir et digérer les différents groupuscules gauchistes et les conflits entre groupuscules.

C'est également à partir du 13 mai que les comités d'action travailleurs-étudiants prennent leur envol. Il faut en dire un mot relativement à l'articulation des mouvements étudiants et des luttes sociales et eu égard à la politisation étudiante. Je reprendrai ici les thèses de Nicole de Maupéou-Abboud dans *L'ouverture du ghetto étudiant. La gauche étudiante à travers la recherche d'un nouveau mode d'intervention politique (1960-1970)* qui voit dans la conjoncture de mai-juin et en particulier dans les comités d'action travailleurs-étudiants la cristallisation des thèses de la gauche syndicale de l'UNEF (elle est très influencée par Bouguereau et Bosc) qui sont reprises aussi par le Mouvement du 22 mars, à savoir la thèse selon laquelle l'université est le lieu où s'exerce directement l'idéologie bourgeoise mais également son système de répression. Ou, pour citer Igor Krtolica citant Guillaume Sibertin-Blanc : « *l'appareil universitaire trouve justement sa spécificité d'être à la conjonction de la structure de production sociale et du système des rapports idéologiques et de leur reproduction, et les conditions hétéronomes des antagonismes dont les étudiants seront les agents résident précisément dans le caractère irréductiblement problématique de cette conjonction où se condensent les contradictions de ces deux structures* ».

Il s'agit à travers les comités d'action travailleurs-étudiants de faire de l'Université un lieu politique ouvert, où les étudiants, travaillant avec d'autres groupes sociaux démystifient les faux savoirs sociaux, les idéologies, tout en organisant d'autres rapports sociaux (que ceux impliqués par le système de répression). Les Universités sont pensées comme des « bases rouges », c'est-à-dire qu'il s'agit de mener depuis l'Université une lutte étudiante et ouvrière qui déborde le cadre de l'Université. Il s'agit d'organiser la suppression du mouvement étudiant autonomisé, de passer d'une critique politique de

l'université à une politique de l'université critique, politique de l'université critique de la société. A travers les comités d'action travailleurs étudiants, il s'agit de réaliser le modèle d'une université critique qui soit à la fois un centre d'attraction invitant à la recherche théorique et critique tous les groupes sociaux et un pôle de décentration tendant à saper les clivages sociaux et professionnels fondés sur des connaissances et savoirs sociaux douteux. Le travail politique ayant pour cadre l'université se voulant donc insurrectionnel.

Pour devenir révolutionnaire et avoir une pratique révolutionnaire articulée avec celle du mouvement ouvrier, les étudiants doivent se nier en tant qu'intellectuels, c'est-à-dire faire éclater leur statut d'apprentis-idéologues, chiens de garde de la société capitaliste, transférer leurs capacités critiques dans le camp des travailleurs, devenir les agents d'une lutte idéologique qui n'est pas dissociée d'une lutte économique et politique contre le capitalisme, se fondre dans un intellectuel collectif dont ils ne s'approprieraient pas la direction.

Ces thèses sont directement en rapport avec le contexte de la Révolution culturelle chinoise, particulièrement sur la division entre travail manuel et travail intellectuel, mais on voit toute la différence qui sépare cette pratique de celle l'établissement maoïste ; il s'agit d'abolir la division du travail manuel et du travail intellectuel en partant de l'occupation de l'Université, de l'Université comme lieu révolutionnaire, plutôt que de l'usine ; donc abolir la division du travail manuel et du travail intellectuel en partant du point de vue du travail intellectuel plutôt que de celui du travail manuel.

Comme le dit Nicole de Maupéou, il s'agit d'en finir avec deux formes de conscience de liaison étudiants-travailleurs : le syndicalisme universitaire d'extrême gauche et le « politisme » étudiant d'extrême gauche. Le syndicalisme universitaire d'extrême gauche, c'est l'idée d'« intérêts-étudiants légitimes » (idée qui implique la reproduction du système de division technique et sociale du travail dans la société), et le politisme étudiant d'extrême gauche, c'est la position d'intellectuels, ralliés certes de cœur à la lutte du prolétariat, mais accaparant le privilège de la théorisation politique et dissertant doctement des fins et des moyens de la révolution sans mettre en cause leur condition d'intellectuels, sans prendre conscience de l'illégitimité de l'accaparement de la conscience critique de la société par les intellectuels spécialisés et séparés. Il n'y a en somme de politisation étudiante révolutionnaire qu'en tant que destruction de l'identité étudiante. Dans les comités d'action étudiant travailleurs, les étudiants donnent la parole aux autres groupes sociaux et la prennent eux-mêmes pour s'auto-contester en tant qu'étudiants et en tentant de supprimer tout rapport pédagogique empreint de didactisme (je renvoie sur ce point à Andrea Cavazzini, *De l'étude*), ceci préfigurant une société délestée des systèmes de division et de hiérarchisation sociale basés sur le savoir et des mécanismes institutionnels figeant les rapports des travailleurs manuels et des travailleurs intellectuels.

Bien entendu, les comités d'action travailleurs-étudiants ont aussi agi sur l'usine pour « *ouvrir les usines occupées à tous les camarades travailleurs et étudiants* », mais la tentative de créer des comités d'action sur les lieux de travail, à l'intérieur des entreprises ne se réalisera que rarement, les comités devenant la plupart des intersyndicales ouvertes à des non-syndiqués. Ou bien les comités se traduisant par une forme de solidarité active avec les grévistes comme avec les Comités de liaison étudiants-ouvriers-paysans de Strasbourg.